

25/04/2016



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction départementale
de la cohésion sociale
et de la protection des populations
Service environnement et nature

CAR16006

ARRÊTE PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

- - - - -

PROROGANT LA DURÉE D'AUTORISATION ET METTANT À JOUR LES GARANTIES FINANCIÈRES
POUR L'ACHÈVEMENT DE LA REMISE EN ÉTAT DE LA CARRIÈRE
EXPLOITÉE PAR LA SOCIÉTÉ CARRIERES GENET RASORI
SITUÉE SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE FONTAINE-LA-GUYON, COURVILLE-SUR-EURE
ET SAINT-LUPERCE

→ N°ICPE : 2674 -

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le code minier ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 autorisant la Société CARRIERES GENET RASORI à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert d'argiles à silex sur le territoire des communes de Fontaine-la-Guyon, Courville-sur-Eure et Saint-Luperce ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 mai 2012 modifiant les conditions d'exploitation et prorogeant la durée d'autorisation de la carrière sus-mentionnée ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 juin 2013 modifiant les conditions d'exploitation et prolongeant la durée d'autorisation de la carrière sus-mentionnée ;

Vu la demande de prorogation de la durée d'autorisation déposée par la Société CARRIERES GENET RASORI par courrier du 6 janvier 2016 et complétée par courrier du 22 février 2016 ;

Vu le dossier joint à la demande susvisée ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 26 février 2016 ;

Vu l'avis émis par la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites – formation Carrière – du 04 avril 2016 ;

Considérant que les impacts du fonctionnement de l'installation pendant la prolongation de la durée d'extraction sont compensés par un moindre impact pendant la durée d'autorisation de la carrière ;

Considérant que la demande de modification ne constitue pas une modification substantielle ;

Considérant que la modification présentée doit faire l'objet de prescriptions complémentaires conformément à l'article R. 512-33 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

A R R E T E

ARTICLE 1

La Société CARRIERES GENET RASORI - dont le siège social est situé 38, rue du général de Gaulle à Saint-Georges-sur-Eure (28190) - est tenue de respecter les dispositions suivantes modifiant l'arrêté préfectoral modifié du 9 janvier 2006 autorisant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert d'argiles à silex sur le territoire des communes de Fontaine-la-Guyon, Courville-sur-Eure et Saint-Lupercé.

ARTICLE 2

Les dispositions de l'article I.2.C de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« I.2.C DUREE DE L'AUTORISATION

L'échéance de la présente autorisation d'exploiter une carrière, incluant la remise en état du site, est fixée au 9 septembre 2017 (dont 1 an pour terminer la remise en état). L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée durant la dernière année qui précède l'échéance de la présente autorisation.

La remise en état doit être achevée trois mois avant l'échéance de l'autorisation.»

ARTICLE 3

Les dispositions de l'article II.1.A de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« II.1.A MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

Entre juin 2016 et la fin de l'autorisation, l'exploitation est menée en 1 période. Pour cette période, le montant de garanties financières est de 263 380,45 euros établi selon les surfaces S1, S2 et S3 reprises dans le tableau ci-dessous :

S1	S2	S3
3,866 ha	5,534 ha	0,336 ha

Le montant de garanties financières permet la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).

L'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence de cette période est celui en vigueur au mois de novembre 2015, soit 102,9.

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée. »

Article 4 – APPLICATION

Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès sa notification.

ARTICLE 5 – VOIE ET DÉLAIS DE RECOURS

A – Recours administratif

Le pétitionnaire peut présenter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, service environnement et nature – 15 place de la République – 28000 Chartres,
- un recours hiérarchique, adressé à Madame la Ministre de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer – Direction générale de la prévention des risques – Arche de La Défense – Paroi Nord – 92055 La Défense Cédex.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux ou hiérarchique emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R. 421-2 du Code de justice administrative.

L'exercice d'un recours administratif ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du tribunal administratif.

B – Recours contentieux

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction

Il peut être déféré au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 Orléans Cédex :

- 1) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,
- 2) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 6 – NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Copies en seront adressées au Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire, aux Maires des communes de Fontaine-la-Guyon, Courville-sur-Eure et Saint-Luperce.

Un extrait du présent arrêté sera, aux frais de l'exploitant, inséré par les soins du Préfet, dans deux journaux d'annonces légales du département.

Le même extrait sera affiché par l'exploitant dans son établissement.

ARTICLE 7 - SANCTIONS


Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 514-1 du Code de l'environnement.

ARTICLE 8 – EXÉCUTION

Madame la Secrétaire générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir, MM les Maires de Fontaine-la-Guyon, Courville-sur-Eure et Saint-Luperce, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Chartres, le
Pour le Préfet
La Secrétaire Générale

25 AVR. 2016


Carole PUIG-CHEVRIER